

9/

Face à la guerre d'Algérie: transactions anticoloniales et reconfigurations dans la gauche française

Nedjib SIDI MOUSSA *

Face à la répression visant Messali Hadj, des militants de la gauche française, souvent en opposition aux directions du PCF et de la SFIO, se regroupent en 1954 dans un comité en vue de la libération du pionnier du nationalisme algérien. Ces militants (communistes, libertaires, socialistes, trotskystes, etc.) sont également partie prenante de divers regroupements sur les plans politique (CLADO), syndical (PUMSUD) ou intellectuel (Arguments). Certains s'engagent sur l'agenda de la décolonisation et d'autres répondent davantage à celui de la déstalinisation. En évoquant ces trois initiatives soutenues par des outsiders français, l'article se propose de mettre en relief ce qui se joue dans les transactions avec d'autres outsiders: les messalistes progressivement marginalisés par le FLN.

L expérience de la révolution algérienne par les militants de la gauche française, semble relativement bien balisée. La plupart des sensibilités ou groupements ont fait l'objet de publications universitaires¹, militantes² ou à leur intersection³. Qu'il s'agisse de partis politiques⁴, syndicats⁵,

¹ STORA, Benjamin, *La gauche et les minorités anticoloniales devant les divisions du nationalisme algérien, (1954-1958)*, in RIOUX, Jean-Pierre (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, pp. 63-78.

² GUÉRIN, Daniel, *Quand l'Algérie s'insurgeait: 1954-1962: un anticolonialiste témoigne*, Grenoble, La Pensée sauvage, 1979.

³ VIDAL-NAQUET, Pierre, «Une fidélité têtue. La résistance française à la guerre d'Algérie», in *Vingtème siècle*, 10, 10, 1986, pp. 3-18.

⁴ MAQUIN, Étienne, *Le parti socialiste et la guerre d'Algérie, La fin de la vieille maison, (1954-1958)*, Paris, L'Harmattan, 1990.

revues⁶, associations⁷, les écrits peuvent osciller, en particulier pour le cas du Parti communiste français (PCF)⁸, entre la dénonciation d'une attitude durant les événements⁹ ou une tentative de réhabilitation¹⁰. Cependant, les interactions entre militants algériens et français, autour de la cause indépendantiste, ne semblent pas avoir été suffisamment analysées, probablement faute de correspondance dans les sources. Par ailleurs, la compréhension des engagements anticolonialistes n'est que rarement mise en rapport avec les reconfigurations opérées au sein des organisations du mouvement ouvrier français¹¹ ou avec les reclassements individuels, en particulier quand ces prises de position s'avèrent coûteuses ou stigmatisées.

Afin d'éclaircir ces différents aspects, on va évoquer trois initiatives qui émergent au milieu des années 1950 et touchent à trois secteurs d'intervention des militants de gauche: politique avec le CLADO (Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière), syndical avec le PUMSUD (Pour un mouvement syndical uni et démocratique) et intellectuel avec la revue «Arguments»¹². Ces regroupements ont la particularité d'avoir été soutenus par des anticolonialistes français favorables au Mouvement national algérien (MNA¹³) et dont certains ont appartenu au bureau du Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression [voir Tableau 1]. La rencontre entre ces militants, souvent en rupture avec les directions du PCF ou de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), et les indépendantistes algériens n'est pourtant pas inédite. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, «des rapports étroits se sont noués entre nationalistes maghrébins [...] et révolutionnaires français»¹⁴. Ce rapprochement est facilité par un rapport diversement conflictuel à

⁵ BRANCIARD, Michel, *Un syndicat dans la guerre d'Algérie, La CFTC qui deviendra la CFDT*, Paris, Syros, 1984.

⁶ ESPRIT, *Écrire contre la guerre d'Algérie, 1947-1962*, Paris, Hachette, 2002.

⁷ BRODIEZ, Axelle, «Le Secours populaire français dans la guerre d'Algérie. Mobilisation communiste et tournant identitaire d'une organisation de masse», in *Vingtième siècle*, 90, 2006, pp. 47-59.

⁸ WALL, Irwin M., «The French Communists and the Algerian War», in *Journal of Contemporary History*, 12, 3 Jul., 1977, pp. 521-543.

⁹ MONETTA, Jacob, *Le PCF et la question coloniale (1920-1965)*, Paris, Maspéro, 1971.

¹⁰ ALLEG, Henri (dir.), *La Guerre d'Algérie*, Paris, Temps actuels, 1981.

¹¹ THÉNAULT, Sylvie, *La gauche et la décolonisation*, in BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles, (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 435-451.

¹² La plupart des documents cités ont été consultés au CERMTRI (Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux) à Paris. Les archives du Comité Messali sont déposées à la BDIC (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine) de Nanterre, cote F delta res 286.

¹³ Organisation indépendantiste clandestine créée après la dissolution du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) par les autorités françaises, suite au déclenchement de l'insurrection armée par le Front de libération nationale (FLN) le 1er novembre 1954 en Algérie.

¹⁴ STORA, Benjamin, *Le nationalisme algérien avant 1954*, Paris, CNRS éditions, 2010, p. 93.

l'encontre du Front populaire et du stalinisme, mais aussi par le fait que les minorités révolutionnaires ne concurrencent pas sérieusement les nationalistes sur le terrain du recrutement politique.

Cette convergence, dans l'entre-deux-guerres puis durant la révolution algérienne, peut-elle être comprise en terme d'homologie entre *outsiders* des champs politiques algérien et français? Dans ce cas de figure, quels sont les biens en circulation dans ces transactions anticolonialistes? C'est autour de ces deux questions que nous articulerons notre propos en nous référant à la réflexion de Pierre Bourdieu sur les «professionnels du travail d'explicitation qui, dans certaines conjonctures historiques, peuvent se faire les porte-parole des dominés sur la base de solidarités partielles et d'alliances de fait fondées sur l'homologie entre une position dominée dans tel ou tel champ de production culturelle et la position des dominés dans l'espace social»¹⁵. Bourdieu ajoutait qu'à l'occasion de cette solidarité ambiguë, pouvait s'opérer un transfert de capital culturel, dans le cadre de cette «coïncidence imparfaite des intérêts des dominés et de ceux des dominants-dominés».

1. Avant-garde et outsiders: quand les minorités révolutionnaires rencontrent les émigrés algériens

Le terme d'avant-garde, outre son origine militaire, renvoie aux champs artistique et politique. Il est possible de saisir, à travers le prisme de la cause indépendantiste, en particulier quand elle relève encore de l'indicible¹⁶, des individus ou groupes qui se situent à l'intersection de ces champs, comme André Breton et les surréalistes¹⁷. Toutefois, la notion d'avant-garde sera ici davantage appréhendée dans sa dimension politique. Pendant les premiers temps de la révolution, alors que son hégémonie sur l'émigration n'est pas encore remise en cause par le FLN, le MNA se présente comme le «parti d'avant-garde de la Révolution Algérienne»¹⁸. Cette expression restera utilisée au moins jusqu'à l'été 1957, période après laquelle les messalistes prennent acte de leur marginalisation. Guy Pervillé attire l'attention sur les emprunts, organisationnels plutôt qu'idéologiques, faits au léninisme par les indépendantistes algériens avec «le

¹⁵ BOURDIEU, Pierre, *Méditations pascaliennes*, Paris, Point, 2003, p. 271.

¹⁶ GAÏTI, Brigitte, «La levée d'un indicible. "L'indépendance" de l'Algérie (1956-1962)», in *Politix*, 1990, 3, 10-11, 1990, pp. 110-123.

¹⁷ LECLERCQ, Sophie, «Le colonialisme mis à nu. Quand les surréalistes démythifiaient la France coloniale (1919-1962)», in *Revue historique*, 646, 2/2008, pp. 315-336.

¹⁸ *La Voix du Peuple*, nov. 1956.

parti révolutionnaire d'avant-garde fonctionnant suivant la règle du "centralisme démocratique"»¹⁹.

Si un trotskyste pouvait aller jusqu'à établir une analogie entre Messali, incarnant «la lutte de son peuple pour l'indépendance», et Lénine, «personnification de la Révolution russe»²⁰, il n'en demeure pas moins que Messali fut indéniablement «grisé» par son engagement dans le PCF au début des années 1920. Il précise toutefois, un demi-siècle après, qu'il n'avait pas forcément compris «ce qu'était son idéologie»²¹. Illustration de ces rencontres politiques, effectuées parfois sur le mode du malentendu mais aussi, régression vers son habitus arabo-musulman pour le dirigeant qui se penche sur ses engagements de jeunesse. Si, dans ses Mémoires, Messali écrit avoir consulté avec ses camarades, la brochure de Lénine *Que faire?*, il reconnaît par la suite un retour «à [eux]-mêmes, à [leur] foi, et à [leur] passé historique»²². En abordant la «guerre dans la guerre», celle du FLN contre le MNA, Mohammed Harbi affirme que l'alliance entre des trotskystes et les messalistes a contribué «à rendre groupusculaire le MNA», notamment par le discours des militants anti-staliniens qui ont présenté l'organisation messaliste comme «agent de la révolution sociale en Algérie», en opposition aux «bourgeois» du FLN²³. Cette analyse offre des pistes de réflexions sur les effets de la rencontre entre *outsiders*, comme l'entretien paradoxal de leur statut mais aussi la prégnance des référents décalés chez les militants de gauche pour analyser une situation inédite.

Tout en se présentant, dans leurs discours voire dans leurs pratiques, comme des mouvements avant-gardistes, les révolutionnaires algériens et français n'en demeurent pas moins des *outsiders* au sens de Howard Becker²⁴. Selon lui, un *outsider* est un individu supposé avoir transgressé une norme en vigueur et qui peut aussi dénier la légitimité de ceux le jugeant comme tel. Les Algériens transgressent l'ordre colonial, les Français l'ordre bourgeois, et il leur arrive de dénier, notamment aux institutions judiciaires, la légitimité de les condamner. On peut ajouter la dimension sociale de cette condition d'*outsider* pour les émigrés algériens qui sont, dans leur grande majorité, affectés à des tâches subalternes dans l'industrie, le bâtiment ou les exploitations

¹⁹ PERVILLÉ, Guy, «Les principes de 1789 et le mouvement national algérien», in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, LXXVI, 282-283, 1989, pp. 231-237.

²⁰ *La Vérité*, 12 octobre 1956.

²¹ DE ROCHEBRUNE, Renaud, *Les Mémoires de Messali Hadj, 1898-1938*, Paris, J.-C. Lattès, 1982, p. 144.

²² Cité par STORA, Benjamin, «Les Mémoires de Messali Hadj: aspects du manuscrit original», in *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 36, 1/1983, p. 89.

²³ HARBI, Mohammed, *Le FLN, mirage et réalité*, Paris, Les éditions Jeune Afrique, 1985, p. 162.

²⁴ BECKER, Howard Saul, *Outsiders, Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985.

minières. Ils connaissent bien souvent les logements insalubres ou les bidonvilles. Par ailleurs, ils font l'objet de récurrentes campagnes de presse racistes, stigmatisant la «criminalité nord-africaine»²⁵. On peut comprendre le soucis d'une mise en scène ordonnée des manifestations nationalistes comme réaction à ce traitement.

1.1 Le Comité Messali: une initiative parmi d'autres?

Messali, placé en résidence forcée à Niort après son expulsion d'Algérie en mai 1952, est astreint à résider en Vendée à partir du 1er octobre 1954. La Fédération de France du MTLD organise le 3 octobre 1954 un meeting à Paris pour protester contre ce transfert. A l'issue de cette assemblée, le tract «Pour la libération immédiate de Messali Hadj» est distribué, appelant à rejoindre le Comité alors animé par Annie Cardinal, militante trotskyste et compagne de Daniel Renard. Cette initiative, après la répression massive consécutive au 1er novembre, va devenir le «Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression». Le premier meeting appelé par le Comité se tient le 15 octobre, devant les usines Renault à Billancourt. La Confédération générale du travail (CGT) locale manifeste son hostilité par la diffusion d'un tract. Le syndicat présente l'initiative comme une «activité politico-policrière et provocatrice que ne cessent de déployer les trotskystes»²⁶ et affirme refuser de «s'immiscer dans les affaires intérieures qui divisent actuellement le MTLD en deux tendances». A ce moment, l'organisation indépendantiste est divisée entre les défenseurs de l'ancienne direction (soutenue par les communistes algériens) et les messalistes qui ont pris la majorité du parti. Le tract d'invitation au meeting annonce qu'il sera présidé par Renard. On peut se demander dans quelle mesure la position de la CGT renseigne moins sur son analyse de la question algérienne que sur son hostilité envers Renard, trotskyste exclu de la CGT en 1950²⁷ et licencié de chez Renault après une grève en 1952.

Dans le premier âge de l'insurrection, plusieurs initiatives coexistent autour des questions coloniales auxquelles participent certains des membres de ce comité. On peut citer le Comité pour l'amnistie aux condamnés politiques d'outre-mer, présidé par Louis Massignon ou le Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre

²⁵ D'HOOP, Guillaume, *La Représentation sociale des Algériens en France pendant la guerre d'Algérie à travers l'étude des faits divers*, mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université Paris 1, 2001.

²⁶ PITTI, Laure, *Ouvriers algériens à Renault-Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970*, thèse d'histoire, Université Paris 8, 2002, p. 398.

²⁷ HENTZGEN, Jean, *Agir au sein de la classe. Les trotskystes français majoritaires de 1952 à 1955*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université Paris 1, 2006, p. 27.

en Afrique du Nord. Certaines manifestations sont organisées de concert. Ceci est rendu possible par les croisements qui existent dans les investissements militants. Daniel Guérin, intellectuel révolutionnaire qui évolue du marxisme vers l'anarchisme, se trouve à l'intersection de plusieurs initiatives anticolonialistes. En envoyant son adhésion au Comité Messali, il souhaite sa fusion avec le Comité contre la répression colonialiste, qui lui «paraissent faire nettement double-emploi»²⁸. Élie Boisselier lui répond en détaillant l'originalité de l'initiative qui, d'une part, s'adresse à quiconque souhaite manifester son opposition à la répression, «quelle que soit par ailleurs sa conception du problème algérien»²⁹ (contrairement au Comité évoqué par Guérin, produit d'un accord entre libertaires et trotskystes³⁰), et d'autre part, «met au centre de ses préoccupations son activité dans le mouvement ouvrier» (à la différence du comité de Massignon). Cette double-distinction se retrouve explicitée dans le Bulletin du Comité Messali³¹ qui salue «la participation dès sa création du militant socialiste Marceau Pivert, que celle du militant communiste de Massot, des syndicalistes révolutionnaires Valière et Féraud, de l'ingénieur résistant E. Boisselier que celle des trotskystes D. Renard et Lambert, du dirigeant mineur CGT Lemoine que celle du responsable Force-Ouvrière A. Hébert, du député Louis Vallon ou des écrivains A. Camus et D. Guérin; du communiste libertaire Fontenis, du journaliste Jean Rous, du dirigeant de la FEN autonome Paul Ruff ou de l'avocat Longuet». Cette énumération ne fait toutefois pas illusion et peut-être comprise autour du rapport au mouvement trotskyste, au PCF et au Parti socialiste ouvrier et paysan³² (PSOP). Pierre de Massot qui écrit un texte sur Messali³³ est lié à Breton et quitte le PCF en 1956, comme Charles Lemoine lors de la signature du pacte germano-soviétique ou Albert Camus en 1937. La qualité de militant trotskyste de Boisselier est occultée; Rous fut un dirigeant de ce courant jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Pivert fut un des principaux animateurs du PSOP qui comptait dans ses rangs Guérin, Pierre Lambert et Rous.

Le fait d'avoir placé Cassou à sa présidence peut permettre de comprendre les tensions avec les directions de la CGT ou du PCF. En effet, cet ancien compagnon de route du PCF, a rompu publiquement avec cette organisation après avoir effectué en 1949 un voyage en Yougoslavie et soutenu Tito. Il est alors être violemment pris à partie

²⁸ Lettre de Daniel Guérin à Elie Boisselier, 9 fév. 1955.

²⁹ Lettre d'E. Boisselier à D. Guérin, 22 fév. 1955.

³⁰ PATTIEU, Sylvain, *Les camarades des frères, trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002.

³¹ *Bulletin*, 3, avril 1955.

³² Organisation créée avant la Seconde Guerre mondiale suite à l'exclusion de la SFIO de sa minorité d'extrême gauche. Elle aura le soutien de trotskystes.

³³ DE MASSOT, Pierre, «Le prisonnier de la mer », in *Le Surréalisme même*, 2, printemps 1957.

par la presse communiste³⁴. C'est Lambert qui le met en contact avec Messali³⁵. Cette mésentente entre les (pro)messalistes et la CGT-PCF va se retrouver le 1er mai 1955 lors d'un rassemblement à Vincennes. Les travailleurs algériens, majoritairement MNA, refusent qu'un orateur leur soit imposé par la CGT et quittent les lieux, soutenus par les trotskystes³⁶. En soirée, un meeting est organisé par le Comité Messali à Paris. Les orateurs sont Pivert, Louis Houdeville, Lambert, Ruff, Georges Fontenis, Yves Dechézelles et Cassou. Cette manifestation était interprétée par André Tollet, secrétaire de l'Union départementale CGT, comme une «diversion tendant à diviser les forces ouvrières»³⁷. L'Union des Syndicats précise que le maintien du meeting «constituerait une diversion qui tendrait à affaiblir la protestation des travailleurs»³⁸. Boisselier répond en vain que les initiatives ne sont pas contradictoires puisqu'annoncées à des horaires différents³⁹. Il doit réagir à un article du «Monde» qui a présenté les deux événements en opposition⁴⁰.

C'est que le Comité est pris en main par des adversaires du PCF et demeure associé à une personne, celle du pionnier du nationalisme algérien et à son organisation qui ne manque pas de condamner l'intervention soviétique en Hongrie et l'agression occidentale contre l'Égypte en 1956. La première conférence nationale du Comité, organisée le 6 mars 1955 à Paris est l'occasion d'une confrontation de points de vue⁴¹. Georges Bardin signale que dans le Puy-de-Dôme, le PCF et la CGT se sont montrés réticents «craignant que la lutte contre le colonialisme ne dévie en faveur d'un seul homme dont ils redoutent la popularité auprès du [Parti communiste algérien]». Le délégué de Lyon déclare que la CGT et le PCF ont soulevé des difficultés en jetant l'exclusive contre Dechézelles et le PCI. Regnier propose de reconsidérer le titre car il «empêche beaucoup d'Algériens de participer à l'action». Pour lui, «on semble vouloir imposer la personnalité de Messali comme leader du peuple algérien», ce qui revient à «prendre parti pour ou contre une certaine fraction politique». La plupart des intervenants s'opposent à lui, comme Lambert. Dechézelles fait remarquer que «Messali incarne la volonté d'indépendance de millions d'Algériens». Dans les bulletins

³⁴ RACINE, Nicole, « Un homme libre en politique », in. DE LUSSY, Florence, (dir.), *Jean Cassou (1897-1986), Un musée imaginé*, Paris, BNF/Centre Georges Pompidou, 1995, p. 117.

³⁵ CASSOU, Jean, *Une vie pour la liberté*, Paris, Robert Laffont, 1981, p. 255.

³⁶ *La Vérité*, 6 mai 1955.

³⁷ Lettre d'A. Tollet au Comité Messali, 27 avril 1955.

³⁸ *L'Humanité*, 24 avril 1955.

³⁹ Lettre d'E. Boisselier à A. Tollet, 28 avril 1955.

⁴⁰ Lettre du Comité au rédacteur en chef du journal *Le Monde*, 30 avril 1955.

⁴¹ Archives du Ministère des Affaires étrangères et européennes, fonds du Secrétariat d'État aux affaires algériennes, carton 27, dossier «Campagne pour la libération de Messali Hadj», Note des RG du 7 mars 1955.

du Comité, on peut voir régulièrement la photo de Messali, présenté comme le «symbole de l'illégalité, de la répression et de la torture qui s'abat sur tout un peuple»⁴². Placé en résidence forcée à Belle-Ile en 1956, la comparaison devient évidente: «comme Blanqui il y a un siècle»⁴³. Si la lutte pour sa libération est assimilée à un «devoir impérieux pour les travailleurs et les démocrates français», elle devient aussi «un combat pour la sauvegarde de nos propres libertés»⁴⁴.

On peut se demander dans quelle mesure le centrage sur un individu, certes emblématique d'une cause, a pu écarter des possibilités de regroupement et entretenir l'exclusive au sein du microcosme anticolonialiste. On peut également s'interroger sur l'agenda spécifiquement français de l'initiative qui a pu servir d'instance de confirmation pour d'autres réseaux constitués sur des bases intellectuelles, politiques ou syndicales. Toujours est-il que ce comité à l'audience confidentielle connaît des problèmes financiers et voit son activité disparaître durant l'année 1957.

1.2 Une assimilation réciproque des outsiders?

Claude Liauzu rappelle la «marginalité de l'anticolonialisme»⁴⁵. Le PCF qui est un moment la plus importante organisation politique française révisé son anticolonialisme selon la conjoncture et connaît des périodes de vives tensions avec le mouvement messaliste, ce qui n'a pas empêché des initiatives communes avant 1955. Les militants qui s'engagent pour la cause anticoloniale sont aussi ceux qui se trouvent marginalisés par les directions des grandes organisations. Guy Mollet, secrétaire national de la SFIO depuis l'été 1946, travaille à la division des anticolonialistes, tant et si bien que leurs principaux représentants, à l'instar de Dechézelles, démissionnent. Certains se retrouvent dans les initiatives à l'origine du courant Nouvelle Gauche, soutenu par l'hebdomadaire *L'Observateur*, fondé en 1950 ou s'expriment dans l'hebdomadaire *Demain* (1955-1957) plutôt proche des thèses messalistes. Une autre initiative voit le jour, présidée par Fenner Brockway, avec Rous pour secrétaire général de 1948 à 1956: le Congrès des peuples contre l'impérialisme. L'idée est lancée par des socialistes de gauche sur le plan international⁴⁶. Sa première conférence, tenue à Puteaux le 20 juin 1948, cherche à rassembler, en dehors des deux blocs, les mouvements anti-

⁴² *Bulletin*, 2, février 1955.

⁴³ *Bulletin*, 12-13, mars-avril 1957.

⁴⁴ *Mémoire sur le cas de Messali Hadj*, fin 1954. Consulté au CERMTRI.

⁴⁵ LIAUZU, Claude, *Histoire de l'anticolonialisme en France, du XVI^e à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2007, pp. 195 et seq.

⁴⁶ ROUS, Jean, «Dernières chances de l'Union française», in *Esprit*, juil. 1949.

impérialistes. Elle voit la participation de plusieurs dizaines d'organisations, notamment algériennes (MTLD) ou françaises (PCI, Fédération de la Seine de la SFIO).

Chez les trotskystes⁴⁷, le courant qui soutient inconditionnellement le MNA est issu d'une crise au sein de la IV^{ème} Internationale. En refusant l'entrisme dans le PCF préconisé par le Secrétariat international, la majorité de la section française (dont Lambert) conserve le journal «La Vérité». Le courant minoritaire (animé par Franck), lance un nouveau titre à partir d'août 1952, «La Vérité des travailleurs», et conserve l'appui de la majorité des sections de l'Internationale. C'est ce réseau qui sera mis à la disposition du FLN au détriment du MNA qui ne bénéficiera pas d'un tel appui sur le plan international. Dans les colonnes de ces journaux, le ton est à la polémique, par positionnement algérien interposé, comme pour mieux entretenir une distinction entre des organisations qui affichent toutes deux leur qualité de «section française de la IV^{ème} Internationale». Au moment de sa rupture avec un MNA affaibli en 1958-59, le PCI (Lambert) qui a souvent dénigré le FLN, ne compte plus qu'une cinquantaine de militants.

La mutation de la Fédération anarchiste (FA) en Fédération communiste libertaire (FCL) en décembre 1953, emmenée par Fontenis, bouscule certains anarchistes. L'orientation choisie est perçue comme la synthèse de l'anarchisme et du léninisme⁴⁸. La FCL tente de constituer en juin 1954 une Internationale communiste libertaire, ce qui provoque la fin de ses relations avec la Commission des relations internationales anarchistes. La FCL relaie, dans «Le Libertaire», les communiqués du MNA et lui apporte un soutien critique. C'est à son initiative que le Comité de lutte contre la répression colonialiste est dissout en juin 1955. Fontenis s'était plaint de l'attitude du PCI qui empêchait le contact avec Messali⁴⁹. Progressivement, les militants de la FCL (qui suspend son activité en 1956 du fait de la répression) vont orienter leur soutien au profit du FLN. Par ailleurs, la FA se reconstitue fin 1953 et édite, à partir d'octobre 1954, «Le Monde libertaire». Hébert pour qui l'indépendance «ne saurait à elle seule résoudre tous les problèmes»⁵⁰, y contribue. Il invite les travailleurs algériens à défendre leurs intérêts de classe. La FA relaie les protestations devant les assassinats

⁴⁷ PATTIEU, Sylvain, «Le “camarade” Pablo, la IV^{ème} Internationale et la guerre d'Algérie», in *Revue historique*, CCCV/3, pp. 695-729.

⁴⁸ MAITRON, Jean, *Le Mouvement anarchiste en France*, tome II, de 1914 à nos jours, Paris, Gallimard, 1992, p. 92.

⁴⁹ GUÉRIN, Daniel, *Ci-gît le colonialisme*, cit., p. 81

⁵⁰ *Le Monde libertaire*, juin 1956.

des dirigeants de l'Union des syndicats des travailleurs algériens (USTA)⁵¹ par le FLN⁵², notamment l'appel de Camus publié par «La Révolution prolétarienne».

C'est dans cette revue, fondée en 1925 par des syndicalistes exclus du PCF, que les messalistes trouveront un écho régulier jusqu'en 1962. Abderrahmane Bensid, dirigeant de l'USTA, est présent aux obsèques de son fondateur Pierre Monatte. Messali envoie un message⁵³ dans lequel il relate une rencontre avec le défunt en 1946. Monatte est venu visiter Messali à la fin de son exil forcé en 1959. Avec Pivert et des membres du Cercle Zimmerwald (groupe internationaliste dont Messali est un sympathisant⁵⁴), il avait exigé la libération du leader dans une lettre à Mollet⁵⁵. Il fait partie des 58 signataires de l'appel de Cassou⁵⁶ et adresse un message à l'occasion du second congrès de la Fédération de France de l'USTA⁵⁷. Si la revue ouvre plus facilement ses pages aux militants proches du MNA, elle donne aussi l'occasion aux défenseurs du FLN de s'exprimer. La revue reproduit la polémique entre des socialistes américains pro-MNA et des trotskystes belges pro-FLN⁵⁸. Malgré sa longévité, cette publication à l'écho limité connaît un endettement chronique et peine à trouver un nouveau lectorat.

C'est aussi à la gauche de la SFIO que les messalistes trouvent un appui régulier. A l'occasion de l'émeute du 6 février 1934, Guérin entre en contact avec Messali qui offre son concours aux socialistes pour contrecarrer la propagande fasciste en direction des Nord-Africains⁵⁹. Il est membre de la commission coloniale pour la tendance Gauche révolutionnaire. Après l'exclusion de ce groupe de la SFIO, il rejoint le PSOP. Cette organisation tisse des liens avec les organisations anti-impérialistes. Il séjourne pendant 3 mois en Afrique du Nord en 1952 et rejoint le Comité France-Maghreb l'année suivante. Il publie en 1954 *Au Service des colonisés* et milite à la Nouvelle Gauche, avant de rejoindre le Parti socialiste unifié (PSU). Guérin prend ses distances avec les messalistes quand débutent les rivalités FLN-MNA. Il rencontre toutefois le leader en 1959 et lui rend un hommage critique⁶⁰. Pivert, qui retrouve la SFIO après la Seconde Guerre mondiale, anime le bulletin «Correspondance socialiste internationale» qui relaie l'exigence de la libération de Messali. Il participe en juin 1955

⁵¹ STORA, Benjamin, «L'union des syndicats des travailleurs algériens USTA: la brève existence du syndicat messaliste (1956-1959)», in *Le Mouvement social*, 116, jul.-sep. 1981, pp. 95-122.

⁵² *Le Monde libertaire*, déc. 1957.

⁵³ *La Révolution prolétarienne*, sept. 1960.

⁵⁴ *La Révolution prolétarienne*, fév. 1954 et mai 1959.

⁵⁵ *La Révolution prolétarienne*, mars 1956.

⁵⁶ *La Révolution prolétarienne*, sept. 1959.

⁵⁷ CERMITRI, Fonds Messali Hadj, carton A 25, chemise verte «2^o congrès de l'USTA (4)», Lettre de P. Monatte à A. Bensid (Vanves, 23 nov. 1959).

⁵⁸ *La Révolution prolétarienne*, juil.-août 1958, sept. 1958 et oct. 1958.

⁵⁹ GUÉRIN, Daniel, *Ci-gît le colonialisme*, cit., p. 14.

⁶⁰ GUÉRIN, Daniel, *Quand l'Algérie s'insurgeait*, cit.

à la création du Mouvement pour la justice et la liberté outre-mer (MJLOM) et se rend au Congrès anticolonialiste d'Athènes en novembre 1957. Après l'exclusion du délégué du MNA, sur pression du FLN, la délégation française quitte le congrès en signe de protestation⁶¹. Pivert relaie les mots d'ordre du MNA et manifeste sa solidarité lors de l'assassinat de syndicalistes de l'USTA. Lors de son décès en juin 1958, le MNA rend hommage à «l'ami des Algériens»⁶². Ses partisans rejoignent le Parti socialiste autonome (PSA) puis le PSU.

Les messalistes sont également appuyés par des militants ayant rompu avec le PCF au début des années 1950 comme Pierre Hervé, Auguste Lecoœur ou encore Edgar Morin, informé sur les questions algériennes par Lambert⁶³. Les deux premiers se retrouvent autour de la publication, à partir de mai 1956, de «La Nation socialiste», animée par des dissidents communistes qui affichent, comme Maurice Clavel, leur préférence pour le MNA. Ils participent à l'édition de «La Nouvelle réforme» qui, dans son dernier numéro (mai 1958), interviewe Bensid. Ancien secrétaire à l'organisation du PCF, Lecoœur quitte ce parti en 1954 et dirige un Mouvement communiste démocratique et national. Il rejoint la SFIO en 1958 après s'être vu refuser l'adhésion de son groupe à la Nouvelle Gauche⁶⁴. Il proteste contre l'assassinat des syndicalistes de l'USTA. Il signe l'appel de Cassou en 1959 et rend visite à Messali dont il publie une interview dans un des derniers numéros de son journal⁶⁵, saisi en Algérie pour l'occasion⁶⁶.

Si on retrouvait, avant la Seconde Guerre mondiale, la plupart des pro-messalistes dans le PSOP, on les retrouve durant la révolution algérienne plutôt dans le PSU⁶⁷ fondé en 1960, provenant en particulier du PSA formé à l'automne 1958 et du Mouvement uni de la Nouvelle Gauche. Dans le bulletin de ce dernier groupement, «Nouvelle Gauche», lancé en avril 1956 pour «travailler à l'avènement du socialisme en France», on relaie l'activité du MJLOM, la campagne pour la libération de Claude Gérard qui a publié un article sur les maquis algériens⁶⁸, l'actualité de l'USTA et la protestation contre le massacre de Melouza, village sympathisant du MNA. On retrouve les signatures de Dechézelles, Guérin, Houdeville, Yves Jouffa, mais aussi Colette Audry. On y annonce d'ailleurs la parution de la revue «Arguments».

⁶¹ *Correspondance socialiste internationale*, déc. 1957-jan. 1958.

⁶² *Bulletin d'information du MNA*, 20 juin 1958.

⁶³ MORIN, Edgar, *Mon chemin*, Paris, Fayard, 2008, p. 138.

⁶⁴ *Nouvelle Gauche*, 23, 12-24 mars 1957.

⁶⁵ *La Nation socialiste*, sept. 1962.

⁶⁶ *Le Cri du peuple algérien*, jan. 1963.

⁶⁷ HEURGON, Marc, *Histoire du PSU, tome 1. La Fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, Paris, La Découverte, 1994, p. 9.

⁶⁸ *Demain*, 17 mai 1956.

2. Sur les transactions anti-impérialistes: circulation de biens, rétributions et tensions

La nébuleuse pro-messaliste est marquée par un rapport souvent conflictuel avec les directions du PCF et de la SFIO, mais aussi engagée dans divers pôles de regroupement en dehors de ces deux grandes organisations traditionnelles de la gauche française. On va tenter de mettre en relief ce qui se joue à l'occasion des transactions anti-impérialistes tant du côté des «dominants-dominés» que des «dominés». On évoquera en particulier trois initiatives imbriquées auxquelles prennent part les pro-messalistes qui, si elles émergent en pleine guerre d'Algérie, ne sont pas des conséquences de la décolonisation mais correspondent à l'agenda de la déstalinisation.

2.1 Arguments, CLADO, PUMSUD: à l'intersection des regroupements marginaux?

Un Appel pour la libération du mouvement ouvrier est lancé fin 1956 par des «militants politiques et syndicaux, socialistes, adhérents du PCF, trotskystes, nouvelle gauche, syndicalistes, inorganisés». Les signataires [voir Tableau 2] réaffirment leur opposition à la guerre d'Algérie, l'expédition franco-anglaise en Égypte et l'agression russe en Hongrie. Ils définissent les bases de leur action: 1) «les capitalistes doivent payer eux-mêmes les frais de leur politique»; 2) «les travailleurs doivent se libérer de tous les “appareils” bureaucratiques»; 3) «le droit des peuples à disposer d'eux-même». Opposés à l'impérialisme et à la bureaucratie, ils proposent la constitution du CLADO qui doit garantir à ses membres leur appartenance politique et préserver son indépendance à l'égard des appareils, des États et gouvernements. Il ne doit pas se substituer aux divers regroupements des travailleurs «pour retrouver la voie vers la Révolution Socialiste». Une assemblée de bilan se tient le 20 décembre 1956⁶⁹. 200 signatures individuelles ou collectives sont comptabilisées. La discussion est orientée vers la création d'un journal. Une assemblée générale permet d'apprendre que 10 comités locaux sont organisés en province. Celui de Dijon est initié par des «jeunes militants qui ont quitté le PCF au moment de la Révolution Hongroise»⁷⁰. Ruff

⁶⁹ CERMITRI, Fonds Messali Hadj, Lettre de P. Ruff pour le CLADO (Paris, 21 janv. 1957).

⁷⁰ CERMITRI, carton «La Commune», Compte-rendu de l'assemblée générale du CLADO du 10 février 1957 réalisé par P. Broué.

intervient sur la question du journal pour lequel il propose un titre, «La Commune», pour son contenu révolutionnaire et l'expression de la démocratie ouvrière. Lambert abonde dans son sens et affirme que sans le CLADO, «les ouvriers se feront battre par les appareils». Une réunion publique du CLADO est organisée le 14 juin 1957 à Paris⁷¹. Sous la présidence de Ruff, une discussion s'ouvre. Lambert défend «La Commune» en tant que «tribune libre des questions syndicales et des luttes ouvrières». Clavel, pour «La Nation socialiste», dénonce les mensonges de la presse qui veut faire croire à l'inexistence du MNA.

Le CLADO ne parvient pas à faire paraître son journal après mars 1958. On peut supposer que les problèmes financiers chroniques ainsi que l'attitude à adopter face à l'avènement de la V^e République lui aient été fatals. Le comité de Nantes dont est membre Hébert diffuse un tract appelant à voter «non» au référendum du 28 septembre 1958, en opposition «à la constitution des colonels». D'autres militants deviennent des «gaullistes de gauche» comme Gérard qui prend ses distances avec le MNA ou Clavel qui publie un roman dont le titre rend hommage à une messaliste⁷². «La Commune» connaît 7 numéros d'avril 1957 à mars 1958. Dans sa première livraison, saisie en Algérie⁷³, les pages centrales comportent une interview de Messali et se prononcent «Pour une conférence de la Table Ronde sans préalable ni exclusive», mot d'ordre messaliste repris par des syndicats enseignants. Les numéros suivants publient une lettre du secrétaire général du MNA, l'Appel de Messali à la démocratie française, des résolutions du congrès de l'USTA, ainsi que l'Appel au peuple algérien de Messali. A cela s'ajoutent les prises de position des pro-messalistes comme Dechézelles. Il dénonce le silence entourant les condamnations de militants MNA, critique l'attitude de certains intellectuels à l'égard du MNA, déplore l'assassinat du syndicaliste Ahmed Bekhat et exprime son indignation à l'encontre de Francis Jeanson, accusé d'avoir sali la mémoire de Filali Embarek, bras droit de Messali assassiné par le FLN. Plusieurs membres du bureau du Comité Messali voient leurs articles ou déclarations publiés dans *La Commune* sur les questions coloniales, soviétiques ou syndicales. Lambert n'intervient pas sur la question algérienne, probablement parce qu'il le fait déjà dans «La Vérité».

«La Commune» relaie l'appel «Pour un mouvement syndical uni et démocratique», initié par D. Forestier (SNI), R. Lapeyre (FO) et A. Plastre (CGT), à la veille du congrès de la CGT, le 15 juin 1957. Les deux premiers ont eu l'occasion d'exprimer leur sympathie pour les messalistes. L'appel propose de construire l'unité syndicale sur

⁷¹ *La Vérité*, 21 juin 1957.

⁷² CLAVEL, Maurice, *Le Jardin de Djemila*, Paris, Julliard, 1958.

⁷³ *La Commune*, mai 1957.

plusieurs principes: 1) la libre confrontation des thèses; 2) la reconnaissance des différentes tendances; 3) la vigilance face au noyautage; 4) le vote à bulletin secret «pour l'élection des responsables, l'interdiction du cumul des fonctions syndicales et politiques, la révocabilité des responsables syndicaux». La date de sa publication s'inscrit dans un contexte marqué par «l'aggravation de la guerre d'Algérie, les déceptions suscitées par l'échec du Front républicain, au lendemain des espoirs de 1956 écrasés avec la révolte de Budapest»⁷⁴. Une contestation diffuse se faisait sentir dans les grandes organisations qui critiquent ou ignorent cet appel. Son actualité est relayée dans «La Révolution prolétarienne», «La Vérité» ou «Correspondance socialiste internationale». «La Commune» rend compte de la conférence de presse de ses initiateurs tenue le 17 janvier 1958 à Paris. Il est alors signé par deux membres du bureau du Comité Messali: Maurice Bernard pour la chambre syndicale typographique parisienne CGT ou encore Madeleine Kahn pour le syndicat national autonome de la RTF. Une année après son lancement, le mouvement, qui se constitue en association, déclare regrouper 19 organisations représentant plus de 360.000 syndiqués⁷⁵. Le mouvement connaît ensuite un ralentissement de son activité qui prend fin en 1966.

«La Commune» signale avoir reçu la revue «Arguments» et annonce la parution de «La Nouvelle Réforme», qui regroupe pour son premier numéro des contributions de Hervé, Morin et Rous. Cette revue ne paraît qu'à trois reprises, tout comme «Le 14 juillet», lancée en réaction à la prise du pouvoir par de Gaulle en 1958. On y retrouve les signatures de Breton, Cassou, Jean Duvignaud, Guérin, Morin, etc. Les intellectuels y sont invités à «reprendre le rôle qui fut le leur en d'autre temps»⁷⁶ et on reconnaît la justesse du «combat du peuple algérien pour son indépendance et pour sa liberté»⁷⁷. Certains participent initiatives soutenues par «Les Lettres Nouvelles», revue fondée en 1953 par Maurice Nadeau: l'Appel contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord⁷⁸, l'Appel en faveur d'un cercle international des intellectuels révolutionnaires⁷⁹, la Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie⁸⁰. Cette revue compte parmi ses collaborateurs réguliers Duvignaud et Geneviève Serreau qui traite de la question algérienne à travers des critiques d'ouvrages. D'autres y contribuent moins fréquemment comme Cassou, Guérin ou Morin dont l'essai *Autocritique*, édité

⁷⁴ AUBERT, Véronique, BERGOUNIOUX, Alain, MARTIN, Jean-Paul, MOURIAUX, René, *La Forteresse enseignante, La Fédération de l'Éducation nationale*, Paris, Fayard, 1985, p. 71.

⁷⁵ «Pour un mouvement syndical uni et démocratique» (Paris, 15 juin 1958).

⁷⁶ *Le 14 juillet*, 1, 14 juil. 1958.

⁷⁷ *Le 14 juillet*, numéro spécial, 21 sept. 1958.

⁷⁸ *Les Lettres Nouvelles*, 33, déc. 1956.

⁷⁹ *Les Lettres Nouvelles*, 49, mai 1957.

⁸⁰ *Les Lettres Nouvelles*: 9, déc. 1960 et 11, fév. 1961.

dans la collection “Les Lettres Nouvelles”, est annoncé⁸¹ puis chroniqué⁸². Ce sont moins les positionnements politiques que les dispositions sociales et culturelles qui président à l’intervention dans ces initiatives récentes ou éphémères. Les participations croisées reflètent les positionnements multiples des individus, partagés ou non entre engagements politiques, intellectuels et artistiques. La seule contribution de Serreau dans *La Commune* concerne le théâtre populaire dont elle discute l’existence avec Morin. Ce dernier y fait la connaissance de Clavel avec qui il se lie d’amitié⁸³.

Pour mesurer ces «participations croisées», on peut relever les publicités échangées dans «Arguments» sur le principe de la réciprocité. Par ordre d’apparition, on trouve des encarts pour: «Présence africaine», «Socialisme ou barbarie», «Les Lettres Nouvelles», «La Nouvelle Réforme», «Quatrième Internationale», «Preuves», «Tribune marxiste», «Cercle ouvert», «Passato e Presente», «Esprit», «Critique», «Perspectives socialistes», «Les Cahiers de la République», «Diogène», «Vin Nouveau», «Les Cahiers du musée de poche», «Presenza», «Monde Uni», «Économie appliquée», «Annales», «Études», «Chronique sociale de la France», «La Vérité», «France-Forum», «Preuves», «Das Argument», «Les Cahiers du Sud», «Revue française de sociologie», «Revue Nul», «Les Cahiers du centre d’études socialistes», «Analyses et documents», «Dissidence», «Dialogo». La plupart de ces publications s’inscrivent dans un registre critique, touchent à des champs d’étude marginaux ou dominés, et sont généralement récentes donc d’une notoriété relativement faible. «Arguments», formée en correspondance avec une revue italienne, «Ragionamenti», va s’efforcer de tisser des liens avec des publications étrangères, sur les mode de l’internationalisme révolutionnaire et de l’universalisme intellectuel. Ces contacts aboutissent à un travail de collaboration⁸⁴ avec les revues: «Clarion», «Correspondances socialistes», «Critica sociale», «Études», «il Mulino», «International Socialism», «La Nouvelle revue marxiste», «La Vérité», «Mankind», «Maral», «New Politics», «New Left Review», «Socialisme ou barbarie», «Sozialistische Politik», «Tempi Moderni», «The Socialist Leader», «The New Leader», «Tribuna socialista» et «Tribune». Il semble toutefois que les liens les plus resserrés soient ceux avec «Socialisme ou Barbarie»⁸⁵, animée par un groupe ayant quitté le PCI en 1948.

⁸¹ MORIN, Edgar, «Un enfant du siècle», in. *Les Lettres Nouvelles*, 3, 18 mars 1959.

⁸² *Les Lettres Nouvelles*, 6, 8 avril 1959.

⁸³ LEMIEUX, Emmanuel, *Edgar Morin, l’indiscipliné*, Paris, Seuil, 2009, p. 354.

⁸⁴ *Arguments*, 22, 2/1961.

⁸⁵ GOTTRAUX, Philippe, «Socialisme ou Barbarie», *Un engagement intellectuel dans la France de l’après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997, p. 270 et seq.

«Arguments», animée principalement par Morin et Duvignaud [voir Tableau 3], se présentait dans son premier numéro (déc. 1956-janv. 1957) non pas comme une revue mais comme un «bulletin de recherches, de discussions et de mises au point ouvert à tous ceux qui se placent dans une perspective à la fois scientifique et socialiste». Sa déclaration de principes annonce l'élection chaque année du comité de rédaction et la liberté de discussion entre les auteurs. Elle rappelle que cette entreprise «prend tout son sens à l'heure où l'éclatement du stalinisme incite chacun à reposer les problèmes et à rouvrir les perspectives». Le groupe amalgamé autour de la revue est «formé d'anciens membres du PCF, exclus ou mis à l'écart, ou de marxistes hétérodoxes»⁸⁶. Des réunions du «Club Arguments» se tiennent deux fois par mois à Paris pour discuter de l'actualité autour de la revue et des «Cercles Arguments» sont annoncés en formation dans certaines villes⁸⁷. En raison de son positionnement atypique, des auteurs mobilisés et des sujets traités, «Arguments» se trouve critiquée. La revue «Internationale situationniste» décrète un boycott à partir du 1er janvier 1961 contre «la plus représentative des tendances de cette intelligentsia pseudo-gauchiste et conformiste». «La Vérité» (1er mars 1959) critique la revue pour son numéro sur la classe ouvrière et y voit une «offensive qui prétend à démontrer que le marxisme et la lutte de classes sont dépassés». Ce positionnement marginal dans le champ intellectuel, à l'ombre de revues bien installées dans le paysage éditorial comme «Esprit» ou «Les Temps modernes», et critiqué par les avant-gardes anciennes et nouvelles, frappe par son analogie avec le positionnement des messalistes dans le champ politique algériens, et de ses soutiens dans le champ politique français.

2.2 Comment (faire) parler de soi en situation de contrainte

Lambert formule pour le PCI⁸⁸ une demande de rencontre avec la direction du MTLD en 1953. Il propose un ordre du jour qui renseigne autant sur les convergences que sur les intérêts spécifiques des trotskystes dans cette transaction anti-impérialiste: «1) Définition des objectifs de combat dans la perspective de la lutte des classes en France; rôle spécifique de l'émigration algérienne. 2) Problème de l'éducation anti-impérialiste du prolétariat français. 3) Tactique au sein de la CGT. 4) Formation des cadres. 5) Rapports entre les deux organisations». Les points 3 et 4 semblent avoir été

⁸⁶ DELANNOI, Gil, «Arguments, 1956-1962, ou la parenthèse de l'ouverture», in. *Revue française de science politique*, 34, 1/1984, pp. 127-145.

⁸⁷ *Arguments*, 20, 4/1960.

⁸⁸ CERMITRI, Fonds Messali Hadj, Lettre de P. Lambert pour le Bureau politique du PCI au MTLD (Paris, 12 sept. 1953).

refusés par les Algériens durant les conversations préparatoires. La direction nationaliste produit une note sur ses rapports avec le PCI⁸⁹. On y apprend que Lambert devient à partir de 1948-49 le délégué pour les contacts avec les Algériens, ce qui permet de comprendre son rôle particulier dans les relations avec Messali. Les trotskystes ont par ailleurs donné des cours syndicaux à des militants. Le texte précise des services matériels rendus par les trotskystes mais aussi leur volonté d'utiliser le soutien des Algériens «pour des opérations politiques intérieures au prolétariat français». Il y a eu des tentatives d'influencer des responsables par un travail «théorique», tout comme du noyautage. Les Algériens ont conscience de permettre aux trotskystes de «respirer» chez Renault (en se dégageant de la pression communiste) ou de «trouver une audience prolétarienne» en leur permettant de s'exprimer dans leurs manifestations. Enfin, le rédacteur préconise la vigilance pour conserver l'indépendance du MTLD dans ses rapports avec le PCF.

Dans son Bulletin intérieur de février 1955, le MNA clandestin formule des directives pour ses militants dans leurs «rapports avec les Français de France». Ceux-ci sont répartis en plusieurs catégories: d'un côté, les hostiles (gros colons et industriels) et de l'autre, ceux qui compliquent le rapport occupant/colonisé en introduisant la «philosophie de la lutte des classes». Entre ces deux extrêmes, le MNA exprime sa préférence pour les Français, sensibles à l'indépendance et à qui il convient de s'adresser selon différents modes. Aux catholiques, «parler de Dieu et leur dire que le colonialisme a été condamné avec l'esclavage aussi bien par Jésus que par Mohammed». A la classe ouvrière, «préciser que l'Algérie a été de tout temps une nation et que [...] nous sommes tous victimes des mêmes possédants». Aux juifs, «nous rappellerons ce que leur a fait Hitler et que le colonialisme est antisémite et qu'il s'occupera d'eux aussitôt qu'il en aura fini avec nous». Cette prudente alliance teintée de méfiance va parfois se muer en hostilité⁹⁰, surtout après les défections ou disparitions dans la gauche française. Mais cette collusion entre nationalistes algériens et l'extrême gauche française ne répondait-elle qu'au désir des indépendantistes de saisir «l'occasion de montrer à l'opinion publique française l'importance de leurs effectifs»⁹¹? A titre indicatif, le MTLD comptait en 1952 près de 1000 militants en région parisienne, sans compter les sympathisants, sur une population nord-africaine

⁸⁹ CERMITRI, Fonds Messali Hadj, MTLD, «Note sur les rapports du Parti avec le Parti communiste internationaliste (trotskyste)» (23 nov. 1953).

⁹⁰ Voir l'article «Les manœuvres de l'extrême gauche communiste et de la petite gauche française contre le MNA», in *La Voix du Peuple*, 11 mars 1960.

⁹¹ Archives de la Préfecture de police de Paris, carton HA 26, dossier «4 560 101 Activités du PPA MTLD (1945-1952)», Note des RG du 31 juillet 1952.

évaluée à 100 000. Ce rapport, impressionnant, doit, d'une part, être relativisé par la crise très grave traversée par le MTLD durant l'année 1954, marquée par des exclusions, démissions, affrontements et, d'autre part, être nuancé par la modification du lien militant après le 1er novembre 1954 et la militarisation du conflit.

En plus du Comité Messali qui sert de porte-parole officiel pour les messalistes (qui ne peuvent plus au grand jour vendre leur presse ou diffuser leurs tracts sous peine d'être réprimés par les autorités), les militants français utilisent leurs publications afin de relayer la propagande du MNA, par la reproduction de textes issus du mouvement algérien ou à l'aide d'articles originaux dont l'objet est d'affirmer le caractère représentatif voire prolétarien du MNA. Toutefois, ce soutien ne se résume pas à de la production littéraire, qui peut toucher indirectement le public algérien (dont l'émigration est souvent illettrée), mais principalement un lectorat français restreint. Les initiatives comme le Comité Messali ou le MJLOM sont perçus favorablement par le MNA. Les messalistes considèrent le premier comme «une véritable tribune qui a permis à nos dirigeants comme à nos amis de faire entendre la voix du peuple algérien». Quant au second, il mérite leur attention en raison de sa résolution qui «condamne la politique d'intégration et prévoit des négociations après des élections libres»⁹². Avant la constitution des célèbres réseaux de soutien au FLN⁹³, c'est d'abord en faveur du MNA, alors hégémonique dans l'émigration, que des anticolonialistes vont faire preuve d'une solidarité agissante.

Au lendemain du 1er novembre 1954, Messali reçoit la visite de Dechézelles et Lambert. Il décide de faire parvenir, par l'intermédiaire d'un militant trotskyste, une importante somme d'argent au maquisard Krim Belkacem⁹⁴. La convergence théorique entre trotskystes et messalistes s'exprime dans la notion de «peuple-classe». En effet, pour le PCI il n'existe pas de «bourgeoisie autochtone en Algérie»⁹⁵ et pour le MNA, le «colonialisme a réduit tout le peuple algérien à l'état de paupérisme»⁹⁶. Dechézelles, de par sa profession, aura à défendre dans les tribunaux de France et d'Algérie des militants algériens, principalement du MNA et sera en lien avec de nombreux dirigeants messalistes. Paul Philippe, militant de la FCL, a été chargé par le MNA de fournir aux maquisards des écussons portant les couleurs algériennes avec le sigle de l'ALN. Les libertaires ont également mis à la disposition des messalistes leur chambre pour des

⁹² Bulletin intérieur du MNA, fin 1955. Consulté au CERMTRI.

⁹³ HAMON, Hervé, ROTMAN, Patrick, *Les porteurs de valises. La résistance française à la guerre d'Algérie*, Points Histoire, Paris, 1981.

⁹⁴ *Informations ouvrières*, 21-27 oct. 2004.

⁹⁵ CERMTRI, Fonds Messali Hadj, Lettre de Pierre Lambert pour le BP du PCI au MTLD (Paris, 12 sept. 1953).

⁹⁶ Bulletin intérieur du MNA, 2, fév. 1955.

réunions clandestines⁹⁷. En Algérie, le Mouvement libertaire nord-africain (MLNA) prend en charge la diffusion de tracts du MNA et le transport de dirigeants nationalistes. Morin héberge un ancien dirigeant messaliste, recherché par la police, traqué par le FLN puis le MNA après sa rupture avec l'organisation⁹⁸. Au sein du Comité des intellectuels, il défendra les messalistes ce qui lui vaut l'inimitié des sartriens. C'est dans les locaux nantais de Force-Ouvrière, dont l'Union départementale était dirigée par Hébert, qu'est imprimé un temps l'organe du MNA⁹⁹. Hébert, lié à Lambert, fait la connaissance de Messali suite à sa déportation à Niort. Il a eu l'occasion de connaître des dirigeants de l'USTA, en particulier Filali. Messali le considérait, avec Dechézelles et Lambert comme la «poignée de la baraka». Les transactions entre militants algériens et français se retrouvent à plusieurs reprises dans le cas de l'USTA. En effet, un article opposé au marché commun européen paru dans le journal de l'USTA¹⁰⁰ se conclut avec la référence au texte de Maïté Rungis, paru dans «Perspectives socialistes»: «La France sera-t-elle encore un État indépendant dans vingt ans?» On retrouve aussi dans les archives de Messali un article intitulé «Les sources théoriques de la conception d'organisation bolchevik»¹⁰¹ qui semble avoir été lu avec intérêt et dont certains passages ont été surlignés.

3. Engagements français, algériens et tiers-mondistes

L'approche de Bourdieu peut sembler trop unilatérale concernant l'analyse des rapports entre les militants de la gauche française et les messalistes. En effet, on pourrait être tenté d'occulter ce qui s'échange de part et d'autre et ce qui se crée en commun. Pour plusieurs générations de militants français, au-delà de la recherche d'une validation pratique d'un corpus théorique, du souci de la distinction avec les organisations ou institutions dominantes, des tentatives de construction ou d'influence d'organisations diverses, l'expérience algérienne apparaît comme une mise en situation majeure, après les épisodes du Front populaire, de la résistance et avant mai 68. Par son intensité, sa violence et sa durée, la révolution algérienne est parfois un terrain d'expérimentations hybrides et le plus souvent un support, un reflet, des compétitions

⁹⁷ PHILIPPE, Paul, «Un combat politique», in BARKAT, Sidi Mohammed (dir.), *Des Français contre la terreur d'Etat (Algérie 1954-1962)*, Paris, Reflex, 2002, p. 100.

⁹⁸ LERNIEUX, Emmanuel, *op. cit.*, p. 355.

⁹⁹ HAZO, Bernard, *L'Homme qui dit non, Hommage à Alexandre Hébert*, Chez l'auteur, 2011, p. 64.

¹⁰⁰ *La Voix du travailleur algérien*, avril 1957.

¹⁰¹ *Quatrième Internationale*, nov. 1953.

spécifiques au champ politique français¹⁰². Le soutien à un MNA défait sera un stigmate à gérer, en particulier pour les trotskystes qui se verront reprocher leurs engagements passés dans le cadre de polémiques¹⁰³. D'autres, comme Morin, feront part de leur fierté «non pas d'avoir coorganisé le Comité des Intellectuels contre la Guerre, mais d'avoir été dans la petite minorité qui se refusait à laisser déshonorer les messalistes, qui eux-mêmes étaient évidemment des résistants mais qui ont été exterminés physiquement et psychiquement par le FLN, comme les trotskistes avaient été liquidés par le stalinisme»¹⁰⁴. Certains de ces pro-messalistes auront par la suite l'occasion de vivre directement des expériences post-coloniales en travaillant dans et sur l'Afrique libérée¹⁰⁵ dans une perspective tiers-mondiste comme Duvignaud qui choisit la Tunisie ou Rous le Sénégal. La plupart, ne répondant pas à un agenda strictement colonial, poursuivront leurs expérimentations et parcours dans la gauche française, tout en gardant une sensibilité voire une certaine fidélité à leurs engagements passés, surtout quand ils dépassaient le cadre politique comme Dechézelles avocat mais aussi ami de Messali et qui assistera aux obsèques du père du nationalisme algérien à Tlemcen en juin 1974¹⁰⁶. Il se prononcera, avec Jouffa, pour la légalisation par les autorités algériennes de l'organisation héritière du messalisme en décembre 1989¹⁰⁷ et soutiendra, avec Morin, la commémoration du centenaire de la naissance de Messali en 1998. «Arguments», le CLADO et le PUMSUD apparaissent enfin comme emblématiques des engagements, certes éphémères, de ces militants de gauche qui ont offert la possibilité de tenter des regroupements d'*outsiders* (qui espéraient sans doute l'être un peu moins), à l'ombre des institutions établies mais aussi contre elles.

¹⁰² POPEREN, Jean, *La Gauche française, Le nouvel âge 1958-1965*, Paris, Fayard, 1972, p. 171.

¹⁰³ WEBER, Henri, *Qu'est-ce que l'A.J.S.?*, Contribution à l'analyse de l'extrême-gauche, Paris, Maspero, 1971.

¹⁰⁴ *Le Nouvel Observateur*, 14 février 2008.

¹⁰⁵ DUMONT, René, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Seuil, 1962.

¹⁰⁶ *Informations ouvrières*, 661, 12-19 juin 1974.

¹⁰⁷ *Le Monde*, 15 décembre 1989.

ANNEXE 1: Le Comité Messali

	1er bureau (1955)	2° bureau (fév. 1957)	3° bureau (juil. 1957)
Georges Bardin	x		
André Breton		x	x
Elie Boisselier	x	x	x
Annie Cardinal			x
Jean Cassou	x	x	x
Robert Chéramy	x	x	x
Yves Dechézelles	x	x	x
René Dumont		x	
Paul Duthel		x	
Jean Duvignaud			x
Henri Féraud		x	
Georges Fontenis	x		
Daniel Guérin	x		
Alexandre Hébert	x	x	x
Louis Houdeville	x	x	x
Yvonne Issartel	x		
Yves Jouffa			x
Madeleine Kahn	x		
Pierre Lambert	x	x	x
Charles Lemoine	x	x	x
Jean-Daniel Martinet		x	x
Guy Marty	x		
Marceau Pivert	x	x	x
Daniel Renard	x	x	x
Jean Rous	x	x	x
Paul Ruff	x		
Laurent Schwartz	x		x
Geneviève Serreau			x
Marcel Valière	x		x
Tableau 1: 29 membres des bureaux du Comité Messali			

ANNEXE 2: CLADO et Arguments

H. Baratier, Benayoum, J. Blois, A. Breton, P. Bossut, A.-J. Capocci, J. Cassou, R. Chéramy, Clusan, Cordier, Y. Dechézelles, P. De Massot, J. Duvignaud, R. Dumont, F. Harding, J. Harding, A. Hébert, Y. Jouffa, P. Lambert, Lamizet	J. Lefebvre, G. Legrand, L.-P. Letonturier, R. Lucente, M. Pivert, D. Martinet, Martinais, D. Mascolo, E. Morin, N. Pennetier, D. Renard, J. Ribes, Richard, J. Rous, P. Ruff, L. Schwartz, E. Thomas, J. Vente, M. Vessilier, G. Walusinski.
--	---

Tableau 2: 40 premiers signataires de l'appel pour la libération du mouvement ouvrier (fin 1956)

Dec. 56 – jan. 57	Fev. 58	Nov 58	2e trim 59	4e trim 59	1er trim 61
Audry, Barthes, Duvignaud, Morin	<i>Rédaction:</i> Audry, Axelos, Duvignaud, Fejtö, Mascolo, Morin	<i>Rédaction:</i> Axelos, Duvignaud, Morin. <i>Comité:</i> Audry, Fejtö, Fougeyrollas, Mascolo	<i>Dir.-gérant :</i> Morin <i>rédaction:</i> Axelos, Duvignaud, Morin <i>comité:</i> Audry, Fejtö, Fougeyrollas, Mallet, Mascolo	<i>Dir.-gérant:</i> Morin <i>rédaction:</i> Axelos, Duvignaud, Morin <i>comité :</i> Audry, Fejtö, Fougeyrollas, Mallet, Mascolo sec. rédac.: Parolini	<i>Dir.-gérant :</i> Morin <i>rédac. chef :</i> Axelos <i>rédaction:</i> Barthes, Duvignaud, Fejtö, Fougeyrollas <i>Sec. Rédac.:</i> R. Axelos

Tableau 3: répartition des responsabilités au sein de la revue «Arguments»

ANNEXE 3: Quelques initiatives autour de Messali ou des messalistes (1954-1959)

Liste des 13 premiers signataires pour libérer Messali puis des 66 premières adhésions au Comité Messali. Tract «Travailleurs manuels et intellectuels» (novembre 1954)

Yves Dechézelles (avocat à la Cour), Pierre Matthieu (employé syndiqué FO), Pierre Dercourt (employé), Ida Boireau (employée), Laurent Schwartz (professeur à la Sorbonne, syndiqué FENa), Daniel Renard (métallurgiste), Pierre Bossut (instituteur, syndiqué SNI), Roland Filiatre (ouvrier du service des eaux, syndiqué CGT), Pierre Lambert (employé, syndiqué CGT), Jean Cassou (écrivain), Jean Thomas (administrateur civil au Ministère du Travail, syndiqué CGT), Yvan Craipeau (professeur, FENa), Paul Ruff (professeur agrégé, SERP) .

Attoui, étudiant MTLD ; Gillard, postier syndiqué FNSA-PTT ; Walusinski, professeur agrégé FO, secrétaire adjoint de la Fédération internationale des syndicats de l'enseignement CISL ; Martinon, employé syndiqué CFTC ; Avocat, employé syndiqué CFTC ; Madeleine Kann, fonctionnaire, syndiquée FGAF ; L. Guilbert, professeur agrégé, SNES Paris ; J. Marchand, professeur agrégé, SNES Paris ; Michel, professeur agrégé, SNES Paris ; A. Mindot, professeur agrégé SNES Bordeaux ; Matton, professeur agrégé SNES Lille ; Moeglin, professeur agrégé SNES Lille ; Limbour, professeur agrégé, secrétaire SPES-FO ; Deschamps, recherche scientifique, CA de l'UD CGT de la RP; Peaud, instituteur SNI La Roche-sur-Yon ; Ben Daoud, métallurgiste, délégué CGT Renault ; Louis Eemans, employé, syndiqué CGT; Jean Rous, journaliste, secrétaire général du Congrès des peuples contre l'impérialisme ; L. Letonturier, professeur agrégé SNES, FENa ; P. Jardine, professeur agrégé SNES, FENa ; Lussiaa Berdoux, professeur agrégé SNES, FEN-CGT ; Pierre Bizouard, professeur SNES, FENa ; René Dumont, FEN-FO ; Mme S. Honoré, conservateur Bibliothèque nationale, Syndicat national de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ; Elie Boisselier, ingénieur à la RATP, syndiqué CGT ; L. Favrot, cheminot, syndiquée CGT ; Pierre De Massot, écrivain ; P. Taupin, ingénieur Renault CFTC ; Lucie Vigouroux, secrétaire du syndicat national des travailleuses familiales, CGT ; Robert Chéramy, professeur agrégé SNES, FENa ; R. Guilloré, instituteur SNI ; Luis Simon ; Maurice Chambelland ; Marceau Pivert, professeur FENa ; Jean-Daniel Martinet, docteur en

médecine ; G. Carpentier, Renault, syndiqué CFTC ; M. Crevoux, Renault, syndiqué CFTC ; P. Cadel, Renault, syndiqué CFTC ; Eugène Trilout, Renault, syndiqué CFTC ; P. Tamere, Renault, syndiqué CFTC ; G. Dussaussois, Renault, syndiqué CFTC ; A. Colliaud, Renault, syndiqué CFTC ; G. d'Yturlide, Renault, syndiqué CFTC ; Djellah Mehrane, Ben Hamida, Abdel Oualab, étudiants tunisiens ; Djalel Atilis ; Marius Liege, instituteur SNI ; Pierre Fauglas, délégué CGT, centres d'apprentissage ; Anne-Marie Fauglas, institutrice SNI ; G. Dore, instituteur SNI, Deux-Sèvres ; Mormiche, instituteur SNI, Deux-Sèvres ; J. Feniou, instituteur SNI, Deux-Sèvres ; G. Cardinal, institutrice SNI, Deux-Sèvres ; P. Trouve, instituteur SNI, Deux-Sèvres ; Jean Macquart, instituteur SNI, Deux-Sèvres ; Birocheau, instituteur SNI, Deux-Sèvres ; J. Metivier, instituteur SNI (Deux-Sèvres) ; Fort, instituteur SNI, Deux-Sèvres ; Cordier, FENa, Seine-et-Oise ; Henri Féraud, professeur FENa, Hérault ; Sarda, instituteur SNI, Vaucluse ; Bocquet, FENa, Côtes-du-Nord ; Franc, instituteur SNI, Loire ; Jean Duvignaud, écrivain ; S. Selleron, ouvrier RATP, CGT ; Section du Rhône du SNI .

Liste des 45 premiers signataires de l'«Appel à l'opinion», contre les attentats visant les syndicalistes de l'USTA ; *La Vérité*, 17 octobre 1957

Extraits: «[...] de tels actes portent un tort immense à la cause algérienne et risquent d'élever un mur d'incompréhension entre les travailleurs français et algériens.

Seuls les ultra-colonialistes peuvent se réjouir de tels actes, grâce auxquels sont supprimés des hommes que la répression n'avait pas abattus.

Quant à ceux, militants et organisations, qui ont toujours eu à cœur de lutter contre le colonialisme et de manifester leur sympathie au peuple algérien, il leur importe de crier leur indignation.

Le silence deviendrait complicité.»

Colette Audry, Gérard Bloch, André Breton, Marcel Baufrière, Jean Calmejane, Jean Cassou, Armand Capocci, Maurice Clavel, L.-M. Colonna, Robert Chéramy, Jacqueline Delange, Yves Dechézelles, Jean Duvignaud, René Dumont, Claude Gérard, Daniel Guérin, Pierre Hespel, Alexandre Hébert, Pierre Hervé, Louis Houdeville, Yves Jouffa, Jacques Danos, Sékou Kaba, Lucien Kiner, Pierre Lambert, Louis-Paul Letonturier, Auguste Lecoœur, Michel Leiris, Charles Lemoine, Clara Malraux, Pierre de Massot, Edgar Morin, Maurice Nadaud, Benjamin Péret, Marceau Pivert, Daniel Renard, Charles Ronsac, Marcel Rousseau, Paul Ruff, Jean Rous, Geneviève Serreau, Laurent

Schwartz, Philippe Viannay, Louis-Martin Chauffier et Roger Lapeyre.

Liste des 26 membres du Comité de solidarité et de défense des syndicalistes algériens; *La Révolution prolétarienne* (février 1958).

«Le but primordial de ce Comité est de rechercher tous les moyens susceptibles d'empêcher que ne tombent ceux qui – ainsi que le reconnaît Albert Camus – sont *“les cadres dont l'Algérie de demain quelle qu'elle soit ne pourra se passer... car à chaque militant qui tombe, l'avenir algérien s'enfoncé un peu plus dans la nuit”*.»

Ida Boireau, employée F.O. ; Lauré, enseignant F.E.N. ; Adolf Sidro, employé F.O. ; Maurice-André Bernard, livre C.G.T. ; Outaleb, Bâtiment U.S.T.A. ; Charles Lemoine, mineur C.G.T. ; Maurice Laval, métallurgiste F.O. ; M. Hachemi, produits chimiques U.S.T.A. ; Gabriel Tharreau, métallurgiste F.O. ; Louis Houdeville, employé C.F.T.C. ; René Dumont, fonctionnaire F.O. ; Baratier, métallurgiste C.G.T. ; Roger Lapeyre, travaux publics F.O. ; Robert Chéramy, enseignant F.E.N. ; Alexandre Hébert, cheminot F.O. ; Pierre Lambert, employé C.G.T. ; MALNOE, métallurgiste F.O. ; Paul Ruff, enseignant F.E.N. ; Jean Boireau, Livre C.G.T. ; Lefebvre, métallurgiste F.O. ; Louis-Paul Letonturier, enseignant F.E.N. ; Marcel Baufrère, journaliste F.O. ; Nouvel, métallurgiste C.G.T. ; Armand Capocci, journaliste F.O. ; Abderrahmane Bensid, métallurgiste U.S.T.A. ; Pierre Dercourt, employé F.O. .

Liste des 58 signataires de l'appel de Cassou lancé aux démocrates français, en réponse à l'appel de Messali du 11 juin 1959 :

«Les Français soussignés, émus par l'appel du leader algérien Messali Hadj en vue de la cessation des luttes fratricides entre Algériens et des attentats terroristes, se joignent à cet appel et protestent contre les procédés qui éloignent chaque jour davantage la conclusion de la guerre d'Algérie, l'apaisement des esprits et l'établissement des conditions meilleures et durables de vie et de progrès pour l'Algérie».

Alex Cazelles, décorateur ; Maurice-André Bernard, secrétaire chambre syndicale typographique parisienne ; Yves Jouffa ; Maurice Dommanget ; Georges Lamizet, professeur ; Franc, instituteur ; Philippe Soupault, écrivain ; Mormiche, instituteur ; J.-M. Domenach, journaliste ; Jean Cocteau, de l'Académie française ; Raymond Patoux ;

Robert Darmagna ; Maraval ; Lazache, professeur à la Sorbonne ; Jean-Daniel Martinet ; Louis Martin-Chauffier, professeur ; Pierre Soulages, artiste-peintre ; Jean-Louis Martinet, compositeur de musique ; Renée Cellier, institutrice, Saint-Etienne ; Henri-Irénée Marrou, professeur à la Sorbonne ; Roger Chastel, artiste-peintre ; Cardinal, directrice d'école en retraite ; André Cardinal, instituteur ; Lisette Cardinal, institutrice ; Daniel-Henry Kahnweiler ; Fernand Lombard, adjoint au maire et président de la LDH de Cavaillon ; Georges Hugnet ; Jean Soffietto, syndicaliste FO, Saint-Étienne ; Tony Peyre, syndicaliste FO, Saint-Étienne ; Marcel Chausse, syndicaliste FO, Saint-Étienne ; Claude Aveline ; Jean Saltier ; Charles Vildrac, écrivain ; Louis Houdeville, syndicaliste CFTC ; Jean Rous, journaliste ; Albert Camus, écrivain ; René Coffin ; Jean Deyrolle ; Lucien Scheler ; François Mathey ; Béatrix Beck, écrivain ; Pierre Tal-Coat, artiste-peintre ; Charles Lemoine, syndicaliste mineur CGT ; Michel Gallimard ; Volo, instituteur ; Gabriel Tharreau, syndicaliste FO ; René Dumont, Fédération de l'éducation nationale CGT ; L. Bouet ; P. Laporte, Chantilly ; Roger Lapeyre, syndicaliste FO ; Mathieu ; Daniel Jacoby, avocat à la cour de Paris ; Barraud ; Yves Dechézelles, avocat à la Cour de Paris ; Aimé Patri ; Marius Allègre, syndicaliste FO ; Jacques Nantet, écrivain ; Jean-Claude Tertrais ; Jacques Blot ; Jean Boireau, syndicaliste FO ; Jacques Senelier ; Ida Boireau, syndicaliste FO ; Jean Duperray, syndicaliste enseignement autonome, Saint-Etienne ; Louise Chambelland, syndicaliste FO ; Maurice Chambelland, syndicaliste FO ; Louis-Paul Letonturier, professeur ; Gérard Rosenthal, avocat à la Cour de Paris ; Pierre Monatte, syndicaliste FO ; Georges Auclair ; André Frénaud ; Pierre Dercourt, syndicaliste FO ; André Fraysse, syndicaliste FO ; Jean-Paul Valabreja ; Marguerite Louppe, artiste-peintre ; Claudine Chonez ; Pierre Lambert, syndicaliste FO ; André Montagne, syndicaliste FO ; Raymond Guilloré, professeur, secrétaire FO Nantes/secrétaire de l'Union des syndicalistes ; Maurice Clavel, écrivain-journaliste ; Adolphe Sidro, syndicaliste FO ; Yves-Michel Biget, Cercle "Socialo-syndicaliste bretonne" ; Maurice Vessiller, instituteur ; Jean Lescure, directeur du théâtre des nations ; Renée Marcel-Martinet ; Edmond Dorneau, avocat à la Cour de Paris ; Pierre Hervé, rédacteur à la "Nation socialiste" ; Auguste Lecoœur, rédacteur à la "Nation socialiste" ; Maurice Vaussard, journaliste au "Monde" ; Michel-Pierre Hamelet, journaliste au "Figaro" ; A. Brun ; Roger Mallet ; Jean Cassou, conservateur en chef du musée national d'art moderne, Paris .

*** L'auteur**

Après un Master en science politique sur le Mouvement national algérien (MNA) en France (1954-1957), Nedjib Sidi Moussa poursuit sa recherche sur les messalistes avec une thèse sur les trajectoires des membres du Conseil national révolutionnaire de 1954, à l'Université de Paris 1 (CESSP-CRPS).

URL: < <http://studistorici.com/progett/autori/#SidiMoussa> >

Per citare questo articolo:

SIDI MOUSSA, Nedjib, «Face à la guerre d'Algérie: transactions anticoloniales et reconfigurations dans la gauche française», *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea: Quando la classe operaia andava in paradiso*, 13/2/2012, URL:< http://www.studistorici.com/2012/02/13/sidi-moussa_numero_9/ >

Diacronie Studi di Storia Contemporanea  www.diacronie.it

Risorsa digitale indipendente a carattere storiografico. Uscita trimestrale.

redazione.diacronie@hotmail.it

Comitato di redazione: Marco Abram – Giampaolo Amodei – Jacopo Bassi – Luca Bufarale – Alessandro Cattunar – Alice De Rensis – Barbara Galimberti – Deborah Paci – Fausto Pietrancosta – Martina Sanna – Matteo Tomasoni – Luca Zuccolo



Diritti: gli articoli di *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea* sono pubblicati sotto licenza Creative Commons 2.5. Possono essere riprodotti a patto di non modificarne i contenuti e di non usarli per fini commerciali. La citazione di estratti è comunque sempre autorizzata, nei limiti previsti dalla legge.